

FONDS DE LA SECTION SYNDICALE CFDT-MAINGUY, ETABLISSEMENT DE VERTOU

Classement et inventaire réalisé par Fabrice Descamps en mars 2012

Présentation du fonds

Fonds CFDT-Mainguy, établissement de Vertou.

Cotes extrêmes : CFDT MA 1-10.

Dates extrêmes : 1975-2001.

Importance matérielle : 10 articles, 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : archives données le 16 décembre 2009 par Elisabeth Favreau, comptable de profession, ancienne membre du comité d'établissement et du syndicat CFDT.

Conditions d'accès et de communicabilité : accès et reproduction libre.

Histoire et organisation

L'entreprise Mainguy fut créée en 1945 par Gilbert Mainguy, artisan électricien de profession. La politique de grands travaux et la nationalisation d'EDF ouvrent rapidement des perspectives à l'entreprise familiale qui se développe. Celle-ci se spécialise dans l'électrification aérienne, l'éclairage public et son entretien dans le pays nantais. L'ensemble des activités de l'entreprise est regroupé dans un local attenant à la maison des Mainguy à Vertou.

L'entreprise se spécialise dans la pose de poteaux de bétons (chantiers poteaux) pour les lignes aériennes. Gilbert Mainguy décide rapidement de produire lui-même ses propres poteaux. Cette activité deviendra plus tard *Préfatlantique*. On réalise le prototype du premier poteau béton Mainguy. En 1956, une caisse de solidarité est créée afin d'aider les ouvriers en cas de maladies et d'accidents. Afin de négocier les prix avec EDF en fonction du terrain et des matériaux, concevoir et tester les poteaux, un bureau d'études est mis sur pied à la même époque.

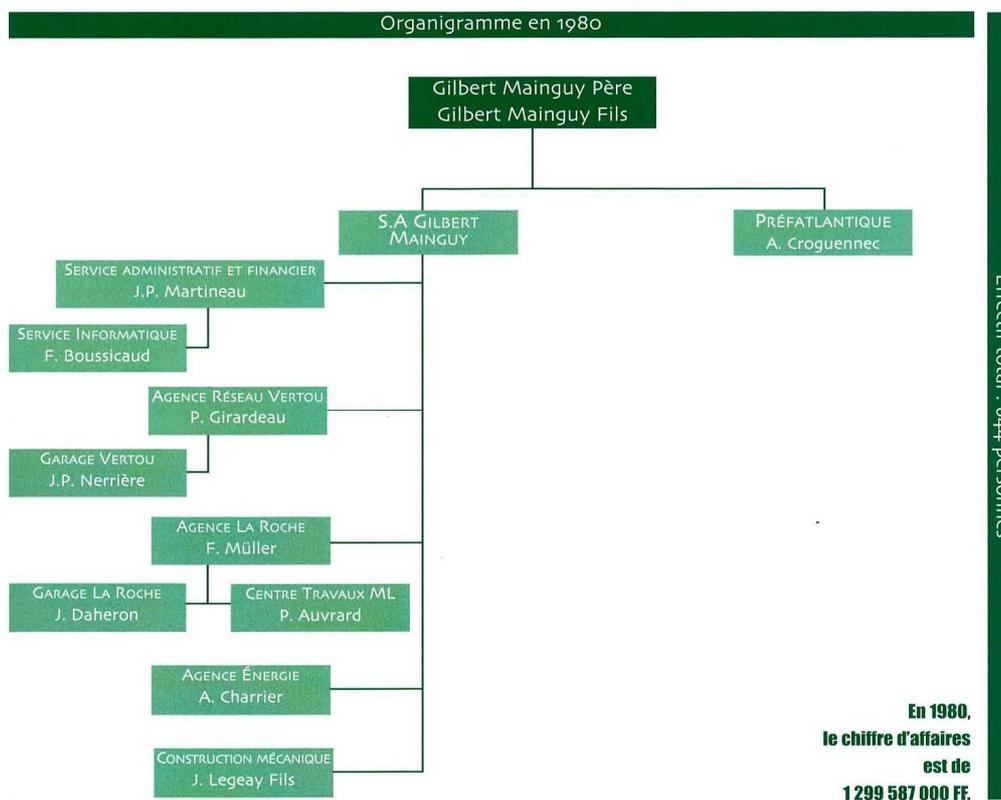
En 1958, Mainguy installe une agence en Vendée, à la Roche sur Yon, du fait de l'accroissement de l'offre de travail sur le territoire vendéen. L'entreprise continue son envol au cours des années 60 et se diversifie dans le domaine de l'électrification souterraine et de la téléphonie. De 1960 à 1966, les effectifs sont doublés et le chiffre d'affaire quadruple.

C'est au cours des grèves de 1968 que s'implantent les syndicats au sein de la S.A. Mainguy. Auparavant, l'influence de la J.O.C (Jeunesse ouvrière chrétienne) et le paternalisme bon enfant de la direction empêchaient « l'intrusion » des syndicats dans les comités d'établissement. Une grève est déclarée et la CFDT s'installe à Vertou sous l'impulsion de Michel Desneuf, ainsi que F.O. à la Roche sur Yon. Dès la signature des accords de Grenelle, Gilbert Mainguy propose des négociations. Outre des abaissements d'horaires et une nouvelle grille de salaire, on s'accorde pour organiser des élections pour les délégués représentants du personnel et du comité d'établissement.

L'année suivante, une agence Maine-et-Loire apparaît à Cholet, l'entreprise Mainguy prend une dimension régionale et devient un partenaire incontournable dans l'Ouest électrique.

Durant les années 70, la S.A. connaît un essor important. Outre ses activités habituelles, elle se positionne sur de nouveaux marchés : équipement de grosses unités industrielles, réseaux téléphoniques et de télédistribution, adduction d'eau, feeder gaz, éclairage public en 5.000 volts, éclairage des stades, illuminations de monuments, câbles sous-marins...L'entreprise réalise de nombreux équipements de lotissements en réseaux souples (gaz, électricité et eau). La société étend ses activités dans le Sud, en Charente-Maritime et en Charente. Dans le même temps, le nombre d'agents double, passant de 404 à 844 en 10 ans.

Pour ce qui est de la vie sociale de l'entreprise, les organisations syndicales se développent au sein des comités d'hygiène et de sécurité. Dans les établissements de Vertou et de la Roche sur Yon, c'est la CFDT qui est majoritaire. Fin 1978, les équipes de Vertou, en désaccord sur la prime de fin d'année et sur la participation patronale aux Mutuelles, cessent le travail. C'est un mouvement dur et l'ensemble du personnel fait grève, sous l'impulsion de la CFDT de Michel Desneuf.



Les années 80 voient la S.A. Mainguy se transformer en véritable groupe régional. L'effectif passe à 844 agents en 1980. Le service administratif et financier s'étoffe pour faire face aux besoins du Groupe Mainguy. En mai 1983, l'entreprise Robin intègre le Groupe. Cette entreprise réalisait des travaux en Charente-Maritime et dans le Sud du département de la Vendée. Il en va de même pour l'entreprise Mahé implantée dans le ragon nazairienne et la presqu'île guérandaise.

A Vertou, la préfabrication béton (moulage des poteaux en béton) prend une place importante dans l'activité de l'entreprise. On met au point une technique de fabrication des chambres PTT pour équiper les lotissements. Les années 80 voient un développement

important des réseaux électricité, téléphone et éclairage public, la demande en poteaux béton et accessoires de réseaux est énorme.

Dans les années 90, l'entreprise continue son développement. Pour travailler avec les syndicats d'électrification de la Dordogne, l'entreprise Doche est absorbée en 1990. Des marchés sont obtenus dans la Sarthe et en Bretagne.

Une partie de Préfatlantique est vendue à la société B.M.I. (béton moulé industriel). La partie béton fibre prend le nom de Préfatel. Celui-ci réalise une armoire modulable homologuée par les Télécom Paris. Préfatel obtient le marché national pour les armoires France Télécom.

En 1999, le fondateur, Gilbert Mainguy, meurt. Gilbert, son fils, devient président directeur général de la S.A., dont la capital augmente à hauteur de 2.000.000 d'euros. Le 1^{er} janvier 2000, la loi sur la réduction sur le temps de travail prend effet. Chez Mainguy, les négociations sont menées par les directeurs d'établissements et, dans un deuxième temps, par le PDG Gilbert Mainguy lui-même. Côté salariés, la CFDT étant majoritaire dans l'ensemble du groupe, Jean-Paul Chauvet est reconnu comme l'interlocuteur principal par les salariés et la direction. Un accord est signé créant 54 emplois, les salaires sont maintenus.

L'entrée dans le XXI^{ème} siècle marque un tournant pour le groupe Mainguy. L'affaire purement familiale, entre dans le groupe Bouygues, a travers sa filiale ETDE.

Évolution du chiffre d'affaires

Année	Effectif moyen	CA en KF	CA en euros
1945	2	—	—
1950	15	191	—
1953	34	470	—
1954	40	800	—
1955	77	976	—
1960	129	2 887	—
1966	265	11 636	—
1970	404	24 066	—
1975	543	57 080	—
1980	844	129 587	—
1985	777	204 635	—
1987	780	222 850	—
1988	802	253 425	—
1989	799	264 486	—
1990	769	286 409	—
1991	738	285 322	—
1992	711	296 640	—
1993	720	306 631	—
1994	775	342 003	—
1995	844	374 170	—
1996	818	360 324	—
1997	832	375 889	—
1998	836	410 799	—
1999	867	457 905	69 807
2000	945	542 156	82 651
2001	1015	593 096	90 417

Description du fonds

Le fonds CFDT-Mainguy comporte quelques dossiers sur le fonctionnement de l'entreprise, en particulier des organigrammes, un projet de règlement intérieur et quelques notes de service. A l'attention de la CFDT ont été communiqué des rapports de gestion et du commissaire aux comptes produits par le conseil d'administration de l'entreprise.

La majorité des documents produits ou reçus du fonds concerne les comptes-rendus du comité d'établissement de Vertou. Soumis au comité d'établissement, on trouve également les bilans sociaux provenant de l'établissement de Vertou et d'agences du groupe basées en Loire-Atlantique, Vendée, Poitou-Charentes, Aquitaine, Maine-et-Loire. Les comptes-rendus, bilans sociaux et financiers ont été classés chronologiquement.

Enfin, le fonds comporte des documents concernant la délégation du personnel produits dans le cadre de négociations collectives entre la direction et les représentants du personnel.



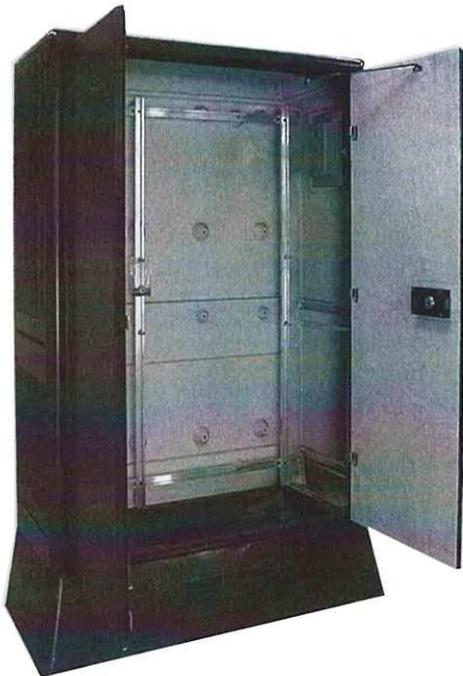
Traitement du fonds

Des éliminations ont été réalisées, elles concernaient des factures, ainsi que d'autres pièces comptables comme les bordereaux de remise et relevés de compte du comité d'établissement. Plusieurs journaux d'opérations comptables ont aussi été éliminés. Le tout représente environ 0,3 mètres linéaires.

Intérêt du fonds et orientations de recherche

La lecture du fonds CFDT-Mainguy nous plonge dans le fonctionnement d'une entreprise qui connaît un véritable essor au cours des années 70. En parallèle, le personnel se syndicalise après avoir connu une politique paternaliste bon enfant empreinte de syndicalisme chrétien. Nous pouvons ainsi suivre la lente mise en place d'une représentation salariée dans une entreprise, à l'origine familiale, et dont la direction (en particulier Gilbert Mainguy) accepte mal son implantation au comité d'établissement. A l'origine, les représentants du personnel étaient des hommes acquis à la direction. Le patron et les cadres dirigeants sont disponibles et les problèmes traités directement.

Au travers de la lecture, nous suivons l'évolution de l'entreprise sur le marché de l'électrification, l'évolution des travaux, les restructurations et l'acquisition de nouveaux matériels, de ressources humaines. Lors des réunions du comité d'établissement, les représentants du personnel exposent leurs revendications à Mr Mainguy, lequel leur livre ses sentiments à ce sujet.



SOMMAIRE

1 ENTREPRISE MAINGUY

2-9 COMITE D'ETABLISSEMENT

**10 DELEGATION DU PERSONNEL ET COMITE HYGIENE DE
SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

REPertoire NUMERIQUE

CFDT-MA 1

Entreprise Mainguy. - Conseil d'administration, fonctionnement, élaboration du rapport sur les comptes : organigrammes, notes de service, rapports, convocations

1977-1989

CFDT-MA 2

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, procès-verbaux

1975-1986

CFDT-MA 3

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, procès-verbaux

1987-1990

CFDT-MA 4

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, procès-verbaux

1991-1993

CFDT-MA 5

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, procès-verbaux

1994-1996

CFDT-MA 6

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, procès-verbaux

1997-1999

CFDT-MA 7

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, procès-verbaux

2000-2001

CFDT-MA 8

Comité d'établissement, réunions : bilans sociaux, bilans financiers

1980-1989

CFDT-MA 9

Comité d'établissement, réunions : bilans sociaux, bilans financiers

1990-1999

CFDT-MA 10

Entreprise Mainguy. - Délégation du personnel, réunions, négociation collective ; service social, bilan ; caisse de solidarité, réunion de l'assemblée générale (1987) ; Comité hygiène de sécurité et des conditions de travail, réunion, prévention ; droit d'expression des salariés, projet de protocole d'accord (1986, 1999) : registres, rapports d'activités, notes, fascicule

1976-1999

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

MULLER Fernand, *Une histoire d'hommes, l'entreprise Mainguy*, Nantes, Bergeret, 2006, 240 p.